

3€

regards

N°44 / JUILLET/AOUT 2014



**LE PARTI
SOCIALISTE
PEUT-IL
EXPLOSER ?**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoit Borrits, Sophie Courval,
Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Catherine Tricot,
Nathanaël Uhl

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°44

p.4 Autoportrait **Francis Parny**

p.6 Dossier **Le PS peut-il exploser ?** **Tribune d'Eric Coquerel** **Interview de Jean-Daniel Lévy** **de Harris Interactive**

p.24 ABCD de l'égalité **Le gouvernement renonce**

p.34 Intermittents **« Faire sauter** **le paritarisme »**

p.36 Par Clémentine Autain **Sélection Livres pour l'été**

p.22 Isabelle Lorand **~~Nous voilà deux ans après~~**

NOUS N'AVONS PAS LES MÊMES AMIS

Pour clore une année scolaire douloureuse sur le plan politique, deux informations se croisent en un triste écho. La pauvreté a augmenté régulièrement depuis 2008 pour atteindre 14,3% de la population en 2011, nous rapporte l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans son dernier rapport annuel sur « Les revenus et le patrimoine des ménages ». Les inégalités se creusent, atteignant leur plus haut niveau depuis 1996. Les personnes victimes de la pauvreté ont de plus en plus de difficulté à en sortir. Alors qu'en 2010, toutes les catégories étaient touchées par la baisse du niveau de vie, seuls les quatre premiers déciles ont été dans ce cas en 2011. En revanche, les quatre derniers ont augmenté. Le redressement des très hauts revenus s'explique en grande partie par le rebond des revenus du patrimoine. C'est ainsi que les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres. La dynamique globale à l'œuvre, mesurée par l'INSEE seulement pour l'année 2011, risque de s'être amplifiée puisque la croissance française a depuis chuté et qu'aucune politique en faveur du partage des richesses n'a été enclenchée.

Quelques jours après l'annonce de ce triste constat, le ministre des Finances Michel Sapin renvoyait aux poubelles de l'histoire l'hypothèse d'une offensive gouvernementale contre le néolibéralisme, pourtant seule à même de lutter contre la pauvreté et les inégalités. En tordant le coup à la phrase du discours du candidat François Hollande lors du meeting du Bourget, « Mon adversaire, c'est le monde de la finance », Michel Sapin vient d'enterrer la petite hache de guerre socialiste sortie le temps d'une campagne. Le ministre des Finances a ainsi osé cette réplique lors des « Rencontres économiques d'Aix-en-Provence » organisées par le Cercle des économistes : « notre amie c'est la finance : la bonne finance ». Nous avions bien remarqué que ce gouvernement mangeait dans la main du MEDEF, que les mots de la gauche ne faisaient plus partie du vocabulaire de la majorité socialiste mais l'aveu d'amitié avec la « bonne finance » résonne comme un bras d'honneur aux militants, sympathisants et électeurs de gauche qui ont permis la victoire de François Hollande. Peut-être auront-ils envie de répondre en chœur : « notre amie, c'est la gauche : la bonne gauche ». Celle qui ne gouverne pas. Pas encore. ↪ CLÉMENTINE AUTAIN

AUTOPORTRAIT

Francis Parny

répond à notre questionnaire de Proust



67 ans

Vice président du Conseil Régional d'Île de France

Membre de l'exécutif national du PCF

Ma vertu préférée

La générosité.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

L'intransigeance.

Mon principal défaut

L'intransigeance.

Mon occupation préférée

Faire la cuisine.

Mon rêve de bonheur

L'insatisfaction.

Ce que je voudrais être

Ce que je suis.

Le pays où je désirerais vivre

Une métropole au bord de la mer.

Ma couleur préférée

Le rouge.

La fleur que j'aime

L'orchidée.

Mes auteurs favoris en prose

Yourcenar, Glissant, Pujade-Renaud....

Mes héros dans la fiction

Arsène Lupin.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Bonnie Parker.

Mes héros dans la vie réelle

« j'aime pas les héros ».

Mes héroïnes de l'histoire

Lucie Aubrac.

Ce que je déteste par-dessus tout

Ce questionnaire.

Personnages historiques que je méprise le plus

Les inquisiteurs de tout poil.

La réforme que j'estime le plus

Celle à venir.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Celles qui sont provoquées par

la passion.

Ma devise

Ne pas plier.

Mon état d'esprit actuel

Alternatif.

Le PS peut-il exploser ?

Après la déroute des municipales et européennes, le PS et le gouvernement continuent de désorienter à gauche. Les «frondeurs» donnent de la voix. Jusqu'où la contestation peut-elle aller ?

Deux ans après l'élection de François Hollande, le Parti Socialiste désormais seul au gouvernement apparaît en piteux état. Le rejet profond de la politique gouvernementale par le peuple de gauche a produit deux défaites électorales majeures en 2014. L'attention médiatique s'est beaucoup focalisée sur la fronde au sein du groupe parlementaire, inédite sous la V^e République, mais d'autres phénomènes, la diminution du nombre d'adhérents et l'effondrement du nombre des élus devraient avoir des effets durables dans la capacité même du Parti Socialiste à maintenir son ancrage dans la société française.

« Chérie j'ai rétréci le PS ! »

Les effectifs des organisations politiques relèvent en général de la classification

confidentiel-défense en France. Toutefois, il est généralement admis que le Parti Socialiste comptait 175 000 adhérents en Octobre 2012, au moment de l'élection de son premier secrétaire, le peu regretté Harlem Désir. Et depuis ? Au sein même du PS, on évoque une perte de 10% des effectifs depuis le 31 décembre 2012. C'est sans doute un minimum.

Mais plus encore que le nombre de militants, les déroutes électorales ont sérieusement entamé le principal trésor socialiste : son capital d'élus. Selon les chiffres de la Fédération Nationale des élus socialistes et républicains (FNSER) elle-même, le nombre d'élus socialistes aurait fondu de moitié après les élections municipales. « Nous étions un peu plus de 60 000 élus, nous sommes tombés

à environ 30 000 » explique l'ex-maire de Toulouse, Pierre Cohen, Président de cette Fédération. Mais le désastre ne s'arrête pas là, des centaines de directeurs ou de chefs de cabinet d'élus se sont retrouvés sans poste, du jour au lendemain (près de 600, selon l'Association des Directeurs de cabinet des Collectivités locales). Avec les secrétaires particuliers, les attachés de presse, ce serait près de 1 500 collaborateurs qui seraient désormais sur le carreau depuis les municipales. L'avenir s'annonce sombre pour les élus socialistes. La perte du Sénat en septembre 2014 est déjà une certitude après la claque des municipales et les élections territoriales - cantonales, régionales – de 2015 devraient être un désastre. Le PS est aujourd'hui hégémonique dans ces institutions (21 des 22 régions et, avec ses alliés radicaux ou divers gauche, 58 des 101 départements) mais le cumul de la désaffection populaire et de la réforme territoriale devrait être sanglant.

Ne nous y trompons pas, c'est un ressort puissant qui a disparu. Pour un parti d'élus, de collaborateurs d'élus auquel on pourrait ajouter ceux qui aspirent à le devenir, la situation est lourde de menaces. La puissante machine à distribuer postes et prébendes est durablement enrayée.

Un libéralisme assumé

Ce bilan est d'abord le produit de la politique voulue par François Hollande. Le Parti Socialiste actuel, né au congrès

d'Epinay en 1971 sur les décombres de la vieille SFIO, est bel et bien en bout de course. Ce constat, loin d'être le seul fait d'observateurs critiques, est aujourd'hui partagé au plus haut niveau de l'exécutif : « Nous sentons bien que nous sommes arrivés au bout de quelque chose, au bout peut-être même d'un cycle historique pour notre parti » a ainsi déclaré Manuel Valls, le 14 juin 2014 devant le Conseil National de son parti. La politique libérale menée depuis le début du quinquennat, accentuée depuis le début de l'année 2014, n'est pas une parenthèse. La majorité de la direction du Parti Socialiste est désormais acquise aux thèses libérales, à la politique de l'offre avec comme corollaire l'attaque du monde du travail comme seule variable d'ajustement. Au terme d'un long processus, la conversion à la doxa libérale est désormais achevée dans les hautes sphères du Parti Socialiste. Ni François Hollande, ni Manuel Valls n'entendent changer le fond de leur politique. Le bilan des municipales comme des européennes s'est traduit par « plus vite, plus fort ». Les évolutions idéologiques laissent poindre, désormais, un possible rapprochement avec le centre droit : Modem et Udi voire une partie de l'UMP. Les références répétées de Manuel Valls à Georges Clémenceau sont en soi le signe d'une perte de substance. Le président du conseil de 1906 à 1909 et de nouveau de 1917 à 1920, recevra le titre mérité de « briseur de grèves » : tout un programme, en somme. Certes

Les militants désertent, l'électorat s'évapore et la fronde s'exprime avec vigueur au Parlement.

les références habituelles aux figures tutélaires du socialisme français, Jaurès et Blum, relevaient de la figure imposée et ne correspondait en rien aux politiques menées. De là à convoquer les mânes du Parti Radical, il y a un pas.

Gauche du PS, une opposition pour quoi faire ?

La politique économique menée depuis le début du quinquennat a pris à rebours nombre de militants socialistes. C'est bien à la poursuite voire à l'aggravation de la politique de Nicolas Sarkozy que nous assistons. Cette situation a semé un trouble profond au sein de la gauche du parti socialiste. Les démissions de responsables ont été peu nombreuses à cette étape : Caroline de Haas cofondatrice d'Osez le féminisme, quelques conseillers régionaux et c'est à peu près tout. Les militants eux désertent, l'électorat s'évapore et c'est au sein du groupe parlementaire que la fronde politique s'est exprimée avec le plus de vigueur.

Sonnés par la violence de la politique gouvernementale, « les gauches » du PS hésitent sur la voie à emprunter. Fin juin, l'ensemble des différents courants de la gauche (Un monde d'avance, Maintenant la gauche, Socialistes affligés, motion 4 du dernier congrès) se sont réunis dans l'Allier pour faire le point. Une étape importante dans la convergence de ces différents regroupements mais qui marque aussi les limites des batailles menées et à venir, tant sur le fond que sur le type de bataille retenues. L'intervention en conclusion d'Emmanuel Maurel laisse dubitatif : «nous sommes les derniers des Hollandais, notre programme ce sont les 60 engagements d'Hollande». Pas sûr que ce profil soit ne nature à retisser les liens avec toute la fraction de l'électorat populaire qui se réfugie dans l'abstention. Les votes successifs de la loi ferroviaire puis du collectif budgétaire rectificatif marquent d'ailleurs la portée limitée des critiques. Surtout, pour les « contestataires » de la



Montebourg, le drôle de recours

Les médias dominants orchestrent depuis plusieurs semaines la sortie prétendue programmée d'Arnaud Montebourg du gouvernement. L'ancien candidat à la primaire socialiste, qui avait en son temps incarné la gauche du PS, a pourtant fait le choix de suivre Manuel Valls quand Cécile Duflot, par exemple, renonçait à soutenir en tant que ministre la politique austère et toujours plus éloignée des valeurs de la gauche de François Hollande. Le ministre du redressement productif a le verbe haut et de la détermination antilibérale plein la bouche mais l'action est à la peine. La solidarité gouvernementale mutile son volontarisme affiché. Quittera-t-il fin août ou au moment du vote du budget le gouvernement pour préparer la présidentielle ? L'hypothèse bruisse avec instarance. L'homme pourrait alors redevenir mordant à l'égard de la ligne de Matignon et Solférino. La critique de l'Union européenne comme de la Ve République reprendraient du service. Au point d'incarner une candidature rassembleuse pour tout le spectre à la gauche du PS ? Ou dans l'objectif d'une candidature à la candidature du PS, si elle a lieu ? Difficile de le prédire. Il serait en tout cas bien curieux que l'un des hommes forts de la politique Valls/Hollande incarne en 2017 le profil consensuel d'une gauche bien à gauche. Montebourg a peut-être déjà raté son heure.

politique gouvernementale, les batailles à venir se concentrent sur deux aspects purement internes : le prochain congrès du PS (sans doute au printemps 2016) et le maintien d'une primaire à l'automne 2016 pour désigner le candidat socialiste. La question du congrès est évidemment une étape importante qui peut permettre d'unifier dans une même motion toute la gauche du PS, mais pourquoi faire ? L'idée saugrenue que la gauche du parti pourrait remporter le congrès est évidemment sans fondement. Quant à la question de s'inscrire dans le cadre d'une primaire, c'est un piège qui se refermera sur les différents courants oppositionnels. Participer à une telle consultation, c'est s'engager à en respecter le verdict. Si François Hollande, ou à défaut Manuel Valls, devait porter les couleurs du PS à la prochaine élection présidentielle, on voit mal quel serait l'acquis pour les porteurs d'une autre orientation à gauche. Le Parti Socialiste va-t-il exploser ? Le pronostic est à cette étape peu probable, mais sans doute que la vraie question est un peu différente et peut se formuler ainsi : cette explosion est-elle souhaitable ? Et la réponse est oui. La démarcation entre politique de justice sociale et politique d'ajustements structurels est une ligne de fracture qui traverse ce parti de part en part. Il n'existe pas de synthèse possible, ces deux options sont irréconciliables.

● **GUILLAUME LIÉGARD**

L'explosion du PS est-elle souhaitable ? La réponse est oui.

ENTRETIEN AVEC

Jean-Daniel Lévy

de Harris Interactive

REGARDS. Le gouvernement a l'air de tirer comme enseignement des résultats électoraux qu'il faut mettre un coup de barre à droite. Est-ce l'attente des électeurs de François Hollande ?

JEAN-DANIEL LÉVY. Les sympathisants de gauche ont comme problème principal avec la gauche, qui est aujourd'hui incarnée par François Hollande, : de compréhension. Ils ne comprennent pas ce que fait le gouvernement. Quelle est la ligne politique ? Quel est le fil rouge. Cette incompréhension se double d'une absence de fierté : ils n'ont pas la fierté de l'avoir porté à l'Elysée. Ils ne perçoivent pas d'acte « lourd » permettant d'identifier sa politique. Aujourd'hui, quand on interroge les sympathisants de gauche et les électeurs de Hollande sur ce qui

permet de qualifier la politique gouvernementale depuis deux ans, ils restent en panne de réponse. Ils restent sans termes, sans mots pour qualifier cette politique. Même les Français déclarant accorder leur confiance en François Hollande ne mobilisent pas d'arguments « forts ». Tout au plus laissent ils entrevoir une forme d'attente bienveillante considérant que le Président n'a pas eu encore le temps de faire ses preuves.

Les Français étaient assez attachés à l'idée d'une politique juste et en faveur de l'égalité. C'est ce qu'ils attendaient de la politique de François Hollande, derrière les efforts demandés : une politique plus favorable aux catégories populaires qu'aux catégories aisées. Or sa politique n'est pas perçue comme telle : ni acte fort, identifiant, ni axe marquant dans les discours permettant de connaître la direction globale donnée au pays. Nicolas Sarkozy avait réussi, au début de son mandat, à donner des gages à une partie de son électorat, avec le bouclier fiscal par exemple. Là, le gouvernement n'adresse pas de message clair et audible à son électorat.



Jean-Daniel Lévy
est Directeur du
Département
Opinion & Corporate
chez Harris
Interactive

REGARDS. Ce désarroi et cette déception expliquent la claque prise par le PS aux municipales et européennes...

JEAN-DANIEL LÉVY. Il n'y a pas eu de rebuffade de l'opinion sur les mesures prises stricto sensu. Au moment de l'ANI par exemple, il n'y a pas eu de cristallisation d'une critique des Français à l'égard de Hollande : au moment du débat sur la réforme des retraites, pas de mobilisation intense non plus dans l'opinion ; quand le rapport Gallois est présenté, pas de scandale ressenti chez les Français alors que les conclusions tournaient le dos au programme du candidat Hollande ; même le Pacte de responsabilité, quand nous l'avons testé, ne suscitait pas de révolte. L'électorat est déboussolé, désstabilisé. Il est davantage critique sur la façon dont le pays est gouverné que sur l'efficacité de l'action en elle-même. Les Français cherchent donc des solutions ailleurs. Quand ils ne trouvent pas, ils s'abstiennent. Ceux, nombreux, qui votent FN voient en lui déjà une force politique capable de décrire une partie de la situation qu'ils vivent, de mettre des mots sur leur quotidien, ce qui leur paraît déjà une première étape.

REGARDS. Y a t il une attente de gauche ?

JEAN-DANIEL LÉVY. Oui. La population n'a pas basculé dans l'ultralibéralisme et le tout sécuritaire. Les attentes concernent le chômage, les inégalités sociales, un peu la sécurité et beaucoup les perspectives individuelles et collectives, notamment autour de la question du pouvoir d'achat. La gauche n'est pas disqualifiée pour y répondre. Mais les Français ne croient pas dans le gouvernement. Ils demandent à Manuel Valls de remettre un peu d'ordre, c'est-à-dire que le pays soit bien dirigé et gouverné. Notre pays est assez bonapartiste...

Si une force arrive demain à gauche avec un état des lieux et un projet apparaissant comme crédibles, un espace peut se créer. Il y a un fond politique demandant à être compris et à avoir une perspective. Elle n'est pas encore cristallisée à gauche mais le potentiel est là. Le plus gros problème du PS aujourd'hui, c'est son incapacité à être le reflet de la société française. Manuel Valls avait fait un constat qui semble avéré : « la gauche parle une langue morte ». La gauche doit en effet retrouver un discours, un état des lieux qui parlent au pays si elle veut, déjà, être entendue. ● **PROPOS RECEUILLIS**

PAR ROSA LAFLEUR

TRIBUNE

Eric Coquerel

Avec des socialistes peut-être. Avec le PS non !

Eric Coquerel revient sur les deux scénarios défendus à gauche, de type Marceau Pivert ou Syriza. Selon lui, changer le PS de l'intérieur est une illusion. Une autre gauche doit s'affirmer.

Début juin, en conclusion du colloque des socialistes affligés, Liêm Van Noc décrivait deux stratégies possibles pour les socialistes contestant la politique du gouvernement. En substance : celle de Marceau Pivert (leader de historique de l'aile gauche de la SFIO) consistant à peser à l'intérieur du PS pour changer sa ligne et, du coup, celle de la politique de François Hollande, et celle de Syriza

qui impose de construire du neuf à côté et en confrontation avec le PS pour lui contester sa domination sur la gauche. La première hypothèse suppose que le PS est transformable de l'intérieur. Nous serions donc finalement face à un parti social-démocrate somme toute « classique » kidnappé un temps par son courant le plus droitier mais qu'un congrès pourrait remettre dans le bon sens, celui de la transformation sociale... Avec toute la force de persuasion que lui donnent ses convictions, Gérard Filoche pousse la logique jusqu'au bout : la ligne Valls qui gouverne est celle qui a obtenu 5 % aux primaires, elle est donc minoritaire. De facto, on peut donc considérer le PS



Eric Coquerel est conseiller régional et secrétaire national du Parti de gauche

comme potentiellement opposé à cette politique libérale. Il suffirait donc que ses parlementaires se réveillent pour, unis au FDG et à EELV, renverser la table à l'assemblée et imposer un changement de gouvernement et de politique à Hollande. Mathématiquement c'est vrai, politiquement c'est autre chose. Je vais y venir.

CONTRE L'AMBIGUITE

Mais avant, voyons les conséquences de cette illusion, parce qu'il s'agit bien d'une illusion. Ceux qui l'entretiennent, au PS, on le voit, mais aussi jusqu'au sein du FDG, en reviennent du coup, c'est logique, à remettre au goût du jour la stratégie de Front unique : favoriser des modifications de rapport de force interne au PS nécessite de continuer à s'adresser à lui en tant que tel, à l'inclure dans le mécanisme d'alliance possible de toute la gauche. Cela a évidemment un coût politique : pour beaucoup de nos concitoyens, à qui déjà les médias rabâchent à longueur de journée que c'est LA gauche qui gouverne, tout ce beau monde est dans le même camp, celui d'une gauche assimilée à une politique d'austérité qui fait la part belle aux actionnaires contre les salariés et qu'en réalité plus rien ne sépare de la droite sauf que, elle, phénomène aggravant, avait promis autre chose ! Ils perçoivent bien qu'il en est qui râlent mais au final la photo de famille réunit tout le monde. Du coup, tout ça est envoyé à la poubelle, surtout en s'abstenant. Bref, toute

« Nous n'avons plus à faire à un parti socialiste, ni même social-démocrate mais social-libéral »

ambigüité de ce type tarde, au mieux, annihile, au pire, la solution « Syriza », au profit de l'impossible victoire politique d'un nouveau Pivert...

LE PS, LOIN D'EPINAY

Pourquoi impossible ? Parce qu'avant Valls, il y a eu Hollande et que lui a bien gagné la primaire. Et en face de lui, hormis Montebourg, on ne peut pas dire que les autres s'étaient positionnés sur un programme très différent que celui du futur Président de la République. Parce qu'avant Hollande candidat puis Président de la République, il y a eu Hollande premier secrétaire, partisan du TCE puis du Traité de Lisbonne. Bref parce que depuis des années, on va dire l'orée du XXI^e siècle, nous n'avons plus à faire à un parti socialiste, ni même social-démocrate mais à un parti franchement devenu, comme ses homologues européens, social-libéral. Le PS, sa ligne, ses ministres, ses cadres dirigeants, son cœur, sa composition sociologique même, n'est plus celui du congrès d'Epinay, ni de mai 81, ni même de la gauche plurielle de 1997, mais est bien plus proche du New Labour des années Blair. Il n'est plus le parti du compromis entre le capital et le travail une fois un

rapport de force établi, il est devenu une des variantes politique de la promotion de la « société de marché ». Une conversion qu'il a d'ailleurs annoncée très clairement en 2008 dans sa nouvelle déclaration de principe. Il faut lire les textes parfois. C'est désormais un parti que le lien grandissant entre affaires publiques et intérêts privés, le cours des actions et les bienfaits du libre-échange mondialisé influent bien plus que des grèves de salariés et des revendications syndicales. Le symptôme indique une transformation structurelle et non conjoncturelle : en un mot, le PS a changé de nature. Tout comme pour la SFIO de la fin de la 4ème République, le poids et les intérêts de la politique coloniale comptaient bien plus que les valeurs internationalistes et la solidarité avec les peuples opprimés. Doit-on pour autant rejeter tout ce qui porte malgré l'étiquette PS ? Non ce serait injuste pour des milliers de militants et d'élus de terrain sincères et malheureux. Surtout ce ne serait pas à la hauteur d'une période qui impose de ne pas gaspiller les énergies militantes réellement de gauche. Après tout, bien des militants et dirigeants de la défunte SFIO ont été utiles pour construire le nouveau parti d'Epinay - on remarquera qu'il a fallu pour cela faire disparaître la SFIO...

PAS QUESTION D'APPOINT

Mais une autre nécessité s'impose progressivement. Il nous reste peu de temps pour rebondir et bâtir une force porteuse d'un projet politique à même de remettre

«Les socialistes dissidents doivent entendre que les mots ne suffiront plus longtemps»

la société, ou tout au moins une partie importante de la société, en mouvement. Il y a donc urgence pour savoir sur quelles forces, sur quelles personnalités on peut compter. Autrement dit si l'heure est encore à l'écoute et au débat avec tous les socialistes dissidents, qu'ils soient affligés, frondeurs, énervés... Il faut qu'ils entendent aussi que les mots ne suffiront plus longtemps tant la politique gouvernementale se radicalise et impose des choix clairs. Pas question, par exemple, de jouer la force d'appoint extérieure au service d'une primaire interne au PS en vue de 2017. Il faut des actes de rupture, vite. Car ils avaient dit « vous allez voir ce que vous allez voir » pour le budget correctif de l'Etat et on n'a rien vu. Ils ont donné rendez-vous pour celui de la sécurité sociale... On verra mais on n'est pas optimiste. On veut même bien considérer le vote du collectif budgétaire à l'automne comme la dernière session de rattrapage. Mais il leur faut désormais passer du statut de râleurs inutiles et au final handicapant par leur ambiguïté contagieuse à celui de « socialistes opposants » avec qui on peut refonder l'avenir. Nous n'avons plus le temps d'être patients.  **ÉRIC COQUEREL**

ABCD de l'égalité : le gouvernement préfère le B.A.-BA du renoncement

Outil élémentaire et indispensable de lutte contre les stéréotypes, les inégalités et les discriminations sexistes, l'ABCD de l'inégalité est remisé par un gouvernement toujours plus faible devant la pression des lobbies rétrogrades. Pas la moindre de ses capitulations.

L'alliance des musulmans rigoristes et des catholiques intégristes auront eu sa peau : «l'ABCD de l'égalité», élaboré conjointement par le ministère de l'Éducation nationale, sous Vincent Peillon, et le ministère des Droits des femmes, ne sera pas généralisé à la rentrée 2014, contrairement à ce qui était prévu.

Après un tête-à-tête à Matignon avec François Hollande le 27 mai dernier, le nouveau ministre Benoît Hamon a décidé de sacrifier le dispositif, préférant « la médecine douce » face à la propagande contre la prétendue «théorie du genre» et les «Journées de retrait de l'école». Najat

Vallaud-Belkacem a donné son accord pour cet abandon en rase campagne d'un outil pourtant simple et efficace pour combattre les stéréotypes garçons/filles à l'école. Les cheminots ou les intermittents auraient bien aimé une telle considération pour leurs revendications, mais ce gouvernement qualifié de gauche écoute à droite, des pigeons à la manif pour tous. Assommant.

DU BON POUR L'ÉGALITÉ

L'objectif de ce dispositif n'était pourtant pas sorcier : agir dès l'école primaire pour lutter contre la formation des inéga-

lités hommes/femmes et transmettre des valeurs d'égalité et de respect entre les filles et les garçons. La présentation de l'ABCD rappelle que « les inégalités de traitement, de réussite scolaire, d'orientation et de carrière professionnelle demeurent bien réelles entre filles et garçons. Les pratiques ordinaires dans la classe constituent des phénomènes souvent sexués, sans que les enseignants, l'ensemble des acteurs de l'éducation, les élèves et leurs familles en aient nécessairement conscience. Pour les élèves, interagir entre pairs, partager espaces et activités ; pour les enseignants, donner la parole, évaluer, sanctionner ou récompenser, orienter, obéit à des représentations le plus souvent implicites sur les compétences supposées des unes et des autres. Ces représentations, qui relèvent souvent de préjugés et stéréotypes profondément ancrés, peuvent être la source directe de discriminations ». Ce récit institutionnel est parfaitement juste. Si l'on veut enrayer les écarts de salaires, la non mixité des métiers ou les

violences faites aux femmes, c'est dès le plus jeune âge qu'il faut agir. Le kit imaginé afin d'outiller le corps enseignant et les élèves semblait pertinent pour une République qui a inscrit dans la loi, tout au long du XXe siècle, son objectif d'égalité entre les sexes, sans parvenir à lui donner une réalité concrète.

VICTOIRE DES RÉACS

L'ABCD de l'égalité s'est expérimenté dans plus de 600 classes de 275 écoles au sein de dix académies volontaires. Il s'est décliné en formations des inspecteurs et inspectrices et du corps enseignant, ainsi qu'en expérimentations dans les classes, avec une batterie de documents à l'appui pour prendre la mesure des stéréotypes. Bref, cet ABCD, ce n'était que du bon pour l'égalité. Depuis des mois, Farida Belghoul, l'égérie des « Journées de retrait de l'école », propage la rumeur, attise les peurs, unie les intégristes de divers horizons. Elle orchestre une opération de désinformation inédite, stipulant que les garçons seraient

obligés de mettre des jupes ou que des cours de masturbation seraient donnés en maternelle. La force publique est restée comme abasourdie et apeurée devant cette offensive. Dans certains quartiers populaires, plus d'un quart des élèves ont parfois déserté l'école pour les fameuses «Journées du retrait». La rumeur a eu gain de cause dans de larges franges, ce qui traduit une grave crise de légitimité des institutions.

Au lieu de mener l'offensive et d'accroître l'information, le gouvernement a pédalé dans la semoule puis renoncé. Dans *Le Monde*, une tribune signée par des associations comme Osons le féminisme ou le Collectif éducation contre les LGBT-phobies est aussitôt parue appelant le ministre à généraliser l'ABCD. Le lendemain, Benoît Hamon et Najat Vallaud-Belkacem réagissaient par des messages identiques sur leurs comptes Twitter : « L'éducation à l'égalité est une mission essentielle de l'école. Il n'est nullement question d'y renoncer ». On se pince.

● CLÉMENTINE AUTAIN

**Au lieu de mener
l'offensive
et d'accroître
l'information,
le gouvernement
a pédalé dans
la semoule puis
renoncé.**

Intermittents et précaires « Faire sauter le paritarisme »

Membre depuis 2003 de la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France (CIP-IDF), Jeanne revient sur les enjeux du conflit actuel et la nécessité d'un nouveau modèle de protection sociale pour l'ensemble des salariés précaires.

REGARDS. Le gouvernement avait assuré avoir « sauvé » le régime des intermittents avec la nouvelle convention. Sur quels points essentiels contestez-vous ce satisfecit ?

On ne le conteste pas : nous ne voulons pas être sauvés. L'argument du sauvetage – des annexes du régime comme de l'indemnisation du chômage en général – n'est pas nouveau. Il est très employé par les syndicats signataires et l'État, et consiste à dire que si l'on ne fait pas de concessions d'importance, il n'aura plus rien. C'est une forme de chantage que l'on a connue en 2003, et qui a consisté à en finir avec le système mutua-

lisé d'indemnisation du chômage dans les métiers du spectacle, à le vider de sa substance et à réduire drastiquement le nombre de ses bénéficiaires. La question est : à quel prix ce sauvetage ? C'est avant tout la gestion paritaire de l'assurance chômage que ses protagonistes se félicitent de sauver. Les annexes VIII et X ne sont pas sorties sauvées de la restructuration de 2003...

REGARDS. Pourquoi êtes-vous opposés à la prise en charge par l'État de l'extension du différend d'indemnisation, qui peut paraître une mesure de préservation ?

Parce que ce n'est pas une mesure structurelle. D'abord, cette mesure-tampon n'est pas pérenne, et elle est très insuffisante par rapport à la destruction des droits des intermittents opérée depuis 2003. Ensuite, elle ne résout en rien les problèmes de l'ensemble de cette convention d'assurance chômage, ni pour l'annexe IV qui concerne les intérimaires, ni pour le régime général qui, lui, est mis à mal depuis bien plus longtemps. Enfin, le risque est que s'impose la solution préconisée notamment par la CFDT, consistant à sortir l'intermittence de la solidarité interprofessionnelle, au travers de la création d'une caisse professionnelle. Nous y sommes résolument opposés, et demandons un retour à la table des négociations ainsi qu'une remise à plat du système de l'assurance chômage.

REGARDS. Justement, les mesures annoncées le 10 juin laissent-elles la porte ouverte à cette remise à plat, ou bien ne peuvent-elles qu'accompagner la réforme ?

Le problème est qu'elles ne remettent pas en cause le système de décision, le paritarisme, où cinq confédérations syndicales et trois organisations patronales nommées par décret décident de l'ensemble de la protection sociale. Elles ne sont jamais remis en cause et représentent très peu de salariés. Elles ont travaillé sur la feuille de route du Medef, dans les locaux du Medef et sur son initiative. Lors de la dernière négociation, d'après la CGT, il y a eu onze heures de discussions de couloir, et un quart d'heure autour de la table avant de signer le protocole. Cela pose un problème de démocratie : qu'est-ce qui justifie que cinq confédérations syndicales et trois organisations patronales désignées ad vitam aeternam sont habilités à décider du sort social de millions de salariés qu'elles ne représentent plus ?

REGARDS. Le cycle de discussion annoncé par le gouvernement intégrera cependant les autres organisations et mouvements, comme la Coordination des intermittents

« Le gouvernement veut préserver ce qu'il appelle le «dialogue social», c'est-à-dire voir les partenaires sociaux en titre se mettre autour de la table pour signer un texte proposé par le Medef »

et précaires ou les entreprises du spectacle et d'autres syndicats comme Sud ou Solidaires...

Il y a déjà eu énormément de consultations de ce genre, et nous y avons souvent participé, mais ce ne sont pas des négociations Unedic. Le gouvernement veut préserver ce qu'il appelle le «dialogue social», c'est-à-dire voir les partenaires sociaux en titre se mettre autour de la table pour signer un texte proposé par le Medef... Les concertations libres et ouvertes sur les annexes VIII et X n'empêchent pas le paritarisme de continuer à fonctionner de la sorte – sachant que nous ne souhaitons pas non plus que ces annexes soient abordées indépendamment de la convention d'assurance chômage, qui pose de nombreux problèmes pour tous les salariés et en particulier pour les intérimaires. Que signifie l'ouverture d'une grande consultation alors que le nouveau protocole s'applique depuis le 1er juillet ? Ces braves gens nous disent, dès que l'on fait grève, « On ne discute pas avec un pis-tolet sur la tempe », « Ne mettez pas les

festivals en danger », mais en attendant, le protocole s'applique... Cette concertation n'est pas une renégociation de l'assurance chômage. Il faut de nouvelles modalités de décision, associant les premiers concernés (salariés et chômeurs) et non de consultation.

REGARDS. Est-ce que l'ambition affichée par Aurélie Filippetti de « construire ensemble (...) un régime d'assurance chômage des intermittents juste, efficace et pérenne, qui ne soit plus remis en cause à l'occasion de chaque renégociation interprofessionnelle » n'esquisse pas la possibilité d'une refonte plus profonde ?

Cela esquisse surtout le scénario d'une caisse professionnelle. Le fait même que ce soit elle qui s'exprime, et non François Rebsamen ou Manuel Valls est significatif, puisqu'en théorie, la ministre de la Culture n'a pas de rôle décisionnaire dans ces dossiers qui relèvent du Travail et de Matignon. Dire que les accords échapperait à toute renégociation in-

terprofessionnelle est plutôt de nature à nous inquiéter. S'il s'agit de faire une réserve d'Indiens, un enclos plus ou moins protégé, financé avec les budgets de la publicité à la télévision, nous ne sommes pas preneurs. Les intermittents du spectacle sont des salariés, et des salariés n'ont pas besoin d'une caisse professionnelle, mais de la solidarité interprofessionnelle.

REGARDS. Défendez-vous une évolution du système actuel ou bien la mise en œuvre d'un nouveau modèle ?

Nous ne pouvons absolument pas défendre le modèle actuel, qui est un désastre issu du protocole de 2003, qui a constitué un changement politique profond. À l'époque, nous avions élaboré un système d'« indemnisation des salariés à l'emploi discontinu et aux rémunérations variables», à la fois mutualisé et redistributif, dont le premier principe était celui du retour au système mutualiste de la date anniversaire, auquel avait été substitué en 2003 un système par capitalisation qui éjecte les plus fragiles et favorise ceux qui travaillent le plus régulièrement et ont les salaires les plus élevés. Le deuxième principe est que les indemnités

soient encadrées par un plancher, qui ne peut être inférieur au smic jour, et un plafond qui limite le cumul des salaires et des indemnités. Ce modèle réunirait aussi dans une seule annexe artistes et techniciens, cette distinction nous semblant aberrante. C'est un modèle ouvert, qui peut être rediscuté, mais dont la principale vertu est d'avoir été élaboré par les personnes concernées au premier chef.

REGARDS. Comment aborder la complexité et la diversité des situations de l'intermittence et de l'emploi précaire en général ?

L'idée est aussi, pour définir un modèle juste et efficace, et pour définir son champ d'application, de considérer les pratiques d'emploi plutôt que les métiers et les secteurs. En résumé : une annexe unique pour tous les salariés intermittents, pas seulement ceux du spectacle... Et au-delà de l'intermittence et de ces salariés définis par des emplois discontinus et des rémunérations variables, il reste à inventer un modèle social complet, prenant en compte les salariés ayant d'autres pratiques d'emploi : les emplois «continus», dans ce qu'on appelle le régime général (de moins en moins général), qui méritent aussi d'être

beaucoup mieux indemnisés (un chômeur sur deux n'est pas indemnisé par l'Unedic), ainsi que les salariés à l'emploi discontinu mais aux taux de rémunérations fixes.

REGARDS. Les syndicats qui agrément les conventions paraissent incapables de mener une telle réflexion...

Les syndicats signataires ont des discours sur l'emploi à des années-lumière de la réalité des salariés, notamment quand ils continuent à considérer l'emploi comme l'envers du chômage, à appeler de leur vœux un plein-emploi qu'il faudrait s'efforcer d'atteindre, et à rabâcher que pour y parvenir les salariés doivent faire des sacrifices. Cela fait problème à une époque où la dimension précaire du travail est devenue structurelle. Deux discours s'opposent : faut-il assortir cette précarité de droits sociaux permettant d'y faire face (et éventuellement d'y résister) ou prétendre, de manière complètement oratoire et sans avancer le moindre moyen concret, la faire disparaître ?

Les chances de voir aboutir un modèle inspiré des propositions de la Coordination ou du Comité de suivi

de la réforme de l'interruption semblent minces dans le contexte politique actuel...

C'est une question de rapport de forces. Si les mouvements sociaux – pas seulement celui des intermittents – ne portent pas cette question de la protection sociale, on ne pourra pas obtenir beaucoup plus que des réunions quadrangulaires au ministère de la Culture. Je ne vois pas de quelle instance un nouveau modèle pourrait être à l'ordre du jour. Il faudrait faire sauter le paritarisme, c'est un jeu truqué très utile à ceux qui nous gouvernent, et il est un credo du gouvernement Valls qui se sert de sa prétendue légitimité pour appliquer la politique dictée par le Medef. Il faut faire sauter ce verrou décisionnel qu'on appelle dialogue social – qui ne dialogue pas beaucoup et qui n'est pas très social –, et revoir complètement le fonctionnement des instances décisionnelles de la protection sociale, qui constitue un véritable déni de démocratie. ● **GUILLAUME LIÉGARD**

VOUS LES AVEZ

PEUT-ÊTRE RATÉ

CETTE ANNÉE

IL VOUS RESTE

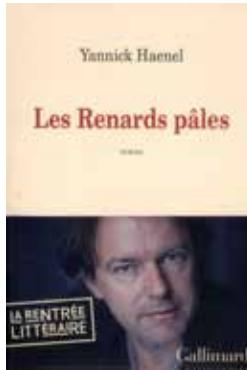
L'ÉTÉ POUR

LES LIRE



LES ROMANS DE LA RÉVOLUTION

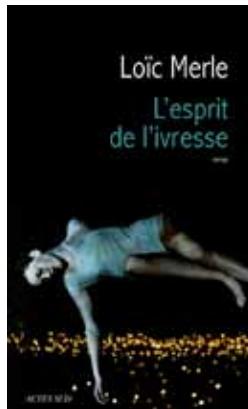
Trois romans nous parlent de révolution. La fiction de Yannick Haenel, *Les Renards pâles*, rejoint celle de Loïc Merle dans *L'esprit de l'ivresse* pour sentir l'insurrection qui vient. « Les révolutions sont toujours précédées, dans l'esprit de l'époque, d'une révolution secrète qui n'est visible que par quelques-uns. Le plus souvent, elle échappe aux professionnels du commentaire », prévient Yannick Haenel. Ces romanciers nous parlent de la possibilité et de l'ivresse de la révolution, de ce moment inouï qui, telle une drogue, change les sens et les corps, redonne vie dans un arrachement à la mort, par un mouvement de liberté. Nous sommes donc prévenus : voici le cycle de la révolte. L'émeute au XXI^e siècle est devenu le destin du monde. « La situation allait bientôt exploser, car le monde s'était décomposé si vite, en Grèce, en Espagne, en Italie,



Yannick Haenel,
Les renards pâles,
Gallimard, 2013, 174
pages, 16,90 euros.

LA SÉLECTION DE CLÉMENTINE AUTAIN

et plus encore dans les pays arabes, que l'émeute était redevenue le moyen d'expression le plus naturel », décrit l'un. « La France, saccagée par une révolte générale, était parvenue à la fin d'un cycle (...) c'était la fin des jours anciens », écrit l'autre. Dans un style plus déjanté, *Descente de médiums* de Nathalie Quintane passe par le spiritisme pour appeler au « mouvement des mille vers le bas ». « Qu'on ne soit pas content de la politique, c'est comme ça que ça commence », prévient-elle. L'auteure s'interroge sur les circonstances qui font que la révolte arrive ni trop tôt, ni trop tard. Dans un récit complexe et ludique, elle nous parle de l'obscurité du moment, de la difficulté à prédire, de ces circonstances du moment qui se rappellent à nous.



Loïc Merle,
L'esprit de l'ivresse,
Actes Sud, 2013, 286
pages, 21,50 euros.



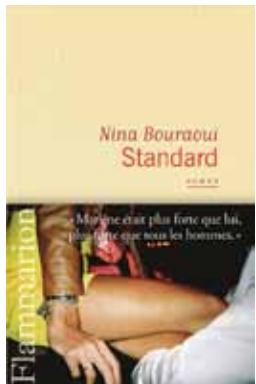
Nathalie Quintane,
Descente de médiums,
P.O.L., 184 pages, 14,50
euros.



Nathalie Quintane,
Descente de mediums,
P.O.L., 184 pages, 14,50 euros.

RÉCIT DE LUTTE À PSA

Juste et percutant, *Le salaire de la vie* rapporte le témoignage de Ghislaine Tormos, une femme de cinquante ans, veuve et mère de trois enfants, ayant in extremis décroché un CDI chez PSA pour occuper un poste traditionnellement masculin – monitrice sur une ligne de montage. Elle n'est pas née militante syndicale mais l'est devenue au moment de l'annonce de la fermeture de son site, à Aulnay. Ghislaine Tormos voulait témoigner de la méthode, des mensonges et du coût humain d'un « Plan de sauvegarde de l'emploi ». Face à la brutalité des méthodes patronales et à la complicité du gouvernement, Gigi formule un espoir, comme un rêve : « Si toutes ces femmes et ces hommes arrêtaient d'avoir peur et disaient tous ensemble ce qu'ils ont sur le cœur, ils n'auraient plus besoin de trembler : ils seraient invincibles ».



Nina Bouraoui,
Standard,
Flammarion, 283 pages,
19 euros.

PORTRAIT D'UN ANTI-HÉROS DES TEMPS MODERNE

Dans un roman hyperréaliste et tragique, Nina Bouraoui décrit le repli, la peur, l'oppression du désir par temps néolibéraux. *Standard* est le récit d'un huis clos dans lequel Bruno Kerjen, trente-cinq ans, tente d'échapper à une vie mécanique, sans désirs. Comme pétrifié par un monde dont il n'avait pas les codes, les clés, il n'espérait rien de plus. Broyé par les codes d'un néolibéralisme destructeur et déshumanisant, il n'avait d'autre projet que de persévérer dans son être. Un jour, il se décide pourtant à aimer Bruno Kerjen lâche tout pour Marlène. Kerjen avait enfin un rêve mais celui-ci s'écroule sur l'autel d'un profond malentendu. L'argent tient une fois de plus la corde. L'homme est perdu. Le livre résonne comme un appel à chercher l'issue.



Roger Martelli,
La Bataille des mondes,
Ed. François Bourrin, 2013,
215 p., 16 euros.

LA MONDIALITÉ DE ROGER MARTELLI

Le dernier essai de Roger Martelli nous met dans le bain du dilemme contemporain. Sa *Bataille des mondes*, paru aux Editions FB, a suscité cette année la discussion. L'intellectuel prend parti dans le débat entre « Anti » et « Alter » en nous invitant à sortir des schémas binaires. Oui, il faut se défaire de la mondialisation en cours qui est à la fois réalité et idéologie du règne de la marchandise avec pour corolaire la gouvernance qui privatisé et concentre le pouvoir politique. Mais pour combattre la mondialisation du capital, il faut penser et construire l'espace planétaire : nous avons besoin de « mondialité ». Roger Martelli reprend le terme initié par le poète Edouard Glissant car, « pour être libres sans s'engluer dans une novlangue abusive », il faut « forger et diffuser des mots inusités, qui disent mieux que d'autres ce que peut être la volonté commune ». La mondialité permet de désigner l'ensemble des

LA SÉLECTION DE CLÉMENTINE AUTAIN

interconnexions matérielles et des solidarités qui font de la planète un espace commun. L'opposé de la mondialisation ne serait donc pas la « non mondialisation » ou la « démondialisation » mais la mondialité du bien commun.

La transformation sociale passera par la mixité des espaces politiques. Il n'y a pas lieu de choisir entre nation, Europe et monde : « s'il est une issue possible, elle est dans la maîtrise démocratique d'une mixité assumée de national et de supranational ». Martelli insiste sur la priorité des réflexions : le projet, les finalités et les normes, doivent être au centre et les institutions en découler. L'heure est venue de travailler plus activement à l'émergence de solidarités transnationales et de reprendre le fil d'un espoir à l'échelle monde. « Il manque aux indignés, aux « alters », aux militants de biens communs, aux gouvernements rebelles du Sud, la force irrésistible d'une perspective politique commune », regrette Roger Martelli. Car la solution sera politique ou ne sera pas. La bataille des mondes est une contribution foisonnante qui appelle l'invention.



Edwy Plenel,
Dire Non,
Ed. Don Quichotte,
168 pages, 14 euros.

L'APPEL AU SURSAUT D'EDWY PLÉNEL

Dans ce moment trouble de notre histoire où « les monstres » reviennent, le fondateur de Médiapart a écrit un essai alerte pour « dire non ». « Un abîme est devant nous, où nous entraîne une politique sans hauteur qui, depuis mai 2012, n'a cessé de plier devant les obstacles – européens, financiers, institutionnels », observe Edwy Plenel qui déplore tout particulièrement les renoncements socialistes à changer les institutions, « du pouvoir et de son exercice, de la démocratie et de sa vitalité ». Son appel vise « tout simplement » à « remettre la politique au poste de commande. La politique comme invention permanente, volonté collective et bien commun ». « Le non que nous leur imposons n'est pas de simple indignation mais d'invention (...). Un non de création. Dire non pour inventer notre oui », conclut le journaliste. Plaidant pour un imaginaire archipelique, celui prôné par Édouard Glissant, pour une politique des humanités, il prévient que nous sommes au pied du mur : « inventer ou renoncer, oser ou reculer ».



Philippe Vilain,
Pas son genre,
Ed. Grasset, 2011, 192
pages, 15 euros.



L'AMOUR, QUELLE CLASSE

Si vous n'avez pas encore vu *Pas son genre* au cinéma, il est encore temps. Si vous n'avez pas lu le livre dont le magnifique film de Lucas Belvaux est inspiré, c'est le moment. C'est un très joli récit littéraire de Philippe Vilain. Une histoire entre un professeur de philosophie et une coiffeuse, dans le Nord de la France, qui pose la question du choix amoureux et du racisme des sentiments. S'il y a bien un domaine où l'on n'a pas envie de voir le poids des codes sociaux, c'est bien l'amour. Et pourtant... François, parisien affecté à Arras dans le Nord, se sent bien avec Jennifer, la désire mais ressent très vite un malaise, qu'il décrit ainsi : « sans doute me sentais-je si mal parce que je constatais à ses préférences médiocres, à ses goûts d'employée, tout ce qui nous séparait, parce que je devinais que je ne pourrais jamais m'habituer à ce cadre, à elle, à ses attentions culinaires, à ses robes, à son conformisme ». L'auteur écrit avoir pris conscience « du mécanisme pervers de mon affection qui m'imposait de la mépriser pour l'aimer ». A l'écran comme dans le livre, cette histoire est bouleversante. Et politique.

ET AUSSI...

Collectif Mauvaise Troupe
Constellations. Trajectoires
révolutionnaires du jeune 21e siècle,
Edition L'Eclat, 702 pages, 25 euros.



Le cocomuniste de Jacques Jouet,
chez P.O.L., 496 pages, 22,50



Les plus beaux discours de Jean
Jaurès pour 3 euros, collection Librio
chez Flammarion



Constellations

Une somme unique, aussi riche qu'éclatée. Le collectif mauvaise troupe propose une traversée de 700 pages de luttes investies par les jeunes générations ces dernières années.

Le cocomuniste

A partir de sept approches successives prenant appui sur l'histoire et des imaginaires différents, ce roman est un parcours panoramique sur la confrontation épineuse entre l'idée communiste et le concret de ses tentatives.

Jaurès

Au moment où nous célébrons l'anniversaire de la mort de Jean Jaurès, l'édition de ses plus discours les plus importants – celui des deux méthodes, son adresse à la jeunesse, etc. – nous ramène aux valeurs fondatrices du socialisme.

LA SÉLECTION DE CLÉMENTINE AUTAIN

Antoine Dumini et François Ruffin,
Comment ils nous ont volé le football.
La mondialisation racontée par le
ballon, Editions Fakir, 123 pages,
6 euros.



Sous la direction de François
Cusset, Une histoire (critique) des
années 1990, La découverte/Centre
Pompidou-Metz, 22 euros, 401
pages.



Pierre Dardot et Christian Laval,
Commun, La Découverte,
25 euros, 400 pages.



Lola Lafon, *La petite communiste qui
ne souriait jamais*,
Actes Sud, 21 euros, 320 pages.



Football

La coupe du monde de football est l'occasion de revenir sur l'évolution de cet univers sportif. L'argent a envahi toute la société, lentement, depuis trente ans, et le football en est le miroir grossissant.

1990

L'exposition au centre Pompidou de Metz sur les années 1990 est couplée avec la parution d'un ouvrage collectif sur cette période historique récente qui va « de la fin de tout au début de quelque chose ». Des zapatistes à Nirvana, des grandes grèves à la techno, de la Chute du Mur à l'émergence d'Internet, le livre décrypte un moment foisonnant.

Les communs de Dardot/Laval

Le livre a fait événement. Le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval plaident pour une révolution par les «communs». Dense, riche, propulsif.

Lola lafon

L'écrivaine raconte l'histoire de la gymnaste Nadia Comaneci. Elle nous parle du corps, de la politique, de la vie. Avec force et émotion.



Isabelle Lorand

Referendum, la mère des campagnes

D

ans une interview au journal « Les échos », le premier ministre qualifie la réforme territoriale de « mère des réformes ».

Une fois n'est pas coutume, je souscris pleinement à cette déclaration. Mon adhésion à ses propos s'arrête là. Car au delà des promesses d'une France revigorée, c'est en vérité la France dénaturée que les libéraux nous concoctent. Articulant la loi sur les métropoles, la création des grandes régions, la suppression des départements et l'affaiblissement dramatiques des communes, la réforme promise tire à boulet rouge, sur les fondements de la république, de notre nation. Cela pour trois raisons. Primo, en érigent les inégalités, corollaire du couple compétitivité-attractivité, comme moteur de la société. Secundo, en bouleversant des territoires de vie. En effet, plus que des institutions, la commune autant que le département ou la région... dessine une France séculaire. La diversité des gastronomies, des cultures, des langues... comme l'étude des paramètres économique, sociologique, démographique, dessine la France des départements. C'est également le cas des organisations des partis politiques, des associations ou des fédérations sportives. Il serait irres-

ponsable de sous-estimer combien à l'heure de la mondialisation, il est important de se savoir ancrer dans un territoire, dans une histoire commune. Bref, de savoir où l'on habite. A défaut, les replis identitaires et xénophobes sécrétés par les institutions technocratiques et inhumaines de l'Europe de Maastricht en seraient démultipliés. Tercio, au travers de l'article 26 de la loi sur l'organisation des territoires, voilà le retour des services d'intérêt général que le peuple de France à rejeter fermement en 2005. Finalement, c'est l'Europe des grandes régions métropoles qui est en filigrane. Bien sur me dira t'on, on ne peut rester arque-bouté sur la défense nostalgique de l'existant. Bien sur que la crise des institutions de la Vème République appelle une authentique révolution. Mais qui peut prétendre moderniser les institutions en scouisant le débat démocratique. Alors face à la mère des réformes du sinistre Valls, nous devons engager la mère des campagnes pour un référendum. Et tant qu'à faire, pourquoi pas engager le processus constituant de la 6ème République. ●